

Société | Les Tribunes de la presse passent "les pouvoirs à la loupe"



Les Tribunes de la Presse ont démarré ce jeudi 14 octobre au TNBA à Bordeaux. Une ouverture officielle, après la diffusion du film documentaire « Bigger than us » à l'Utopia le 21 septembre dernier, en présence de Alain Rousset, président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Patrick Venries, directeur général du groupe Sud-Ouest et Bernard Guetta, ancien journaliste, député européen et président des Tribunes de la Presse.

Le thème de cette 11e édition des Tribunes de la presse, « Que peut le politique ? », est selon Alain Rousset, « particulièrement juste à l'aube des élections présidentielles ». Se définissant lui-même comme « juge et partie » d'une telle question, le président de la région a réexprimé son inquiétude quant aux taux d'abstention records atteints lors des dernières élections régionales, départementales et municipales. Une problématique qui selon lui, « sera largement abordée durant cette édition des Tribunes de la presse », et qui devrait, surtout résonner d'autant plus, que l'événement s'adresse aussi à un public jeune, composé en partie, ce jeudi matin, d'élèves de classes de lycées.

Un avis partagé par Bernard Guetta, ancien journaliste, député européen et co-fondateur des Tribunes de la Presse, qui grâce à sa récente et actuelle expérience politique, se pose de plus en plus de questions sur son utilité ou plus largement sur « l'utilité du politique », ou comme aime à le dire Alain Rousset, de « l'action publique ». « Nous sommes dans une période de transition dans laquelle les citoyens se posent des questions, surtout des questions liées au sens ».

Patrick Venries, directeur général du groupe Sud-Ouest, a réaffirmé l'importance du politique, « ciment de la société, au même titre, entre autres, que les médias ». « Le thème de cette édition résonne tout particulièrement en cette période, aussi et surtout pour les médias qui ont souvent été associés aux politiques (et vice versa), rarement à juste titre, l'objectif de l'information étant d'être la plus objective possible », rappelle-t-il.

Contestation de l'autorité et du pouvoir politique

Autant de questionnements et d'affirmations au programme de ces trois jours de rencontres et tables rondes.

La première « Politiques : le pouvoir en partage ? », suivant de près l'ouverture officielle, abordait le pouvoir du politique dans sa globalité, mais aussi, les contre-pouvoirs, multiples et inégaux, et l'importance de les entendre (ou pas). À cette occasion, étaient réunis sur scène, Perrine Simon-Nahum, philosophe et historienne, Manuel Valls, ancien Premier ministre et Jean-Claude Mailly, ancien secrétaire général de Force Ouvrière.

Ressorti de ces échanges, le constat d'un pouvoir de plus en plus contesté par, selon Perrine Simon-Nahum, « des gens qui ne se sentent pas ou mal représentés ». Autre cause évoquée par la philosophe, « l'oubli du principe fondateur de la démocratie soit l'universalité ». « On constate désormais une véritable remise en question du citoyen universel » acquiesce Manuel Valls, « s'ajoute à cela une remise en question de l'autorité, liée à une crise profonde, qui se fonde non pas sur le pouvoir, mais sur l'identité ».

À la question de la montée en puissance d'un potentiel individualisme, Perrine Simon-Nahum, a répondu que « l'individu est au coeur de tout, mais qu'il est nécessaire que les individus pensent entre eux sans penser contre les autres ». Pour expliquer la contestation avérée du pouvoir, Jean-Claude Mailly, ajoute quant à lui que « ces dernières années, nous avons assisté à des mobilisations de caractère horizontal, notamment au travers des réseaux sociaux. Par exemple, le mouvement des Gilets Jaunes, s'est construit et structuré en grande partie sur les réseaux sociaux, les citoyens n'ayant plus de respect pour les contres-pouvoirs traditionnels tels que les syndicats », illustre-t-il. Le constat donc, d'un manque de confiance des citoyens dans "les corps intermédiaires", considérés comme portes-paroles d'un gouvernance française trop verticale. Une des solutions à ce désenchantement grandissant étant selon Manuel Valls, « que les politiques ne se contentent pas de gérer, mais qu'ils construisent un vrai récit qui puisse parler à tous les citoyens, à la France et aux autres pays ».



Jean-Claude Mailly, Manuel Valls, Didier Pourquery, animateur de la table ronde et Perrine Simon-Nahum

Margaux Renaut

Crédit Photo : Aqwi.fr

Publié sur aqwi.fr le 15/10/2021

[Url de cet article](#)